

N°382
MARS
2022

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

RETOUR SUR LE PROGRAMME D'ACHAT D'URGENCE PANDÉMIQUE (PEPP) ET POINT SUR LES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE)

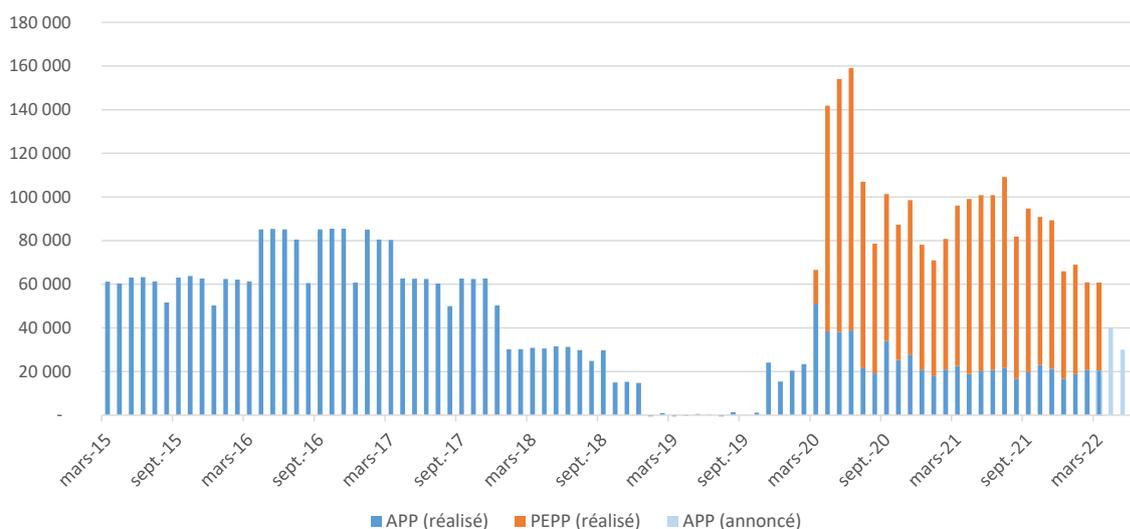
Les annonces de la BCE confirment la fin prochaine du PEPP et le ralentissement des politiques d'achats obligataires menées depuis plusieurs années.

À l'issue de sa réunion de politique monétaire, la BCE a confirmé le 10 mars dernier la fin des achats nets du programme PEPP (*Pandemic Emergency Purchase Programme*) et la réduction prochaine du programme APP (*Asset Purchase Programme*).

Annoncé dès la mi-mars 2020 et étendu en décembre 2020, le programme d'achat d'urgence pandémique s'est traduit par des achats de titres privés et publics de plus de 1 700 milliards d'euros, permettant d'alimenter la liquidité des marchés financiers, de stabiliser les conditions de financement de l'économie et de préserver les canaux de transmission de la politique monétaire. Les achats nets dans le cadre de ce programme s'achèveront fin mars 2022, en ayant consommé plus de 90 % de l'enveloppe prévue fin 2020 (1 850 milliards d'euros).

Dans un contexte d'inflation soutenue lié à la reprise post-pandémie, la BCE a également confirmé le ralentissement prochain de son programme APP. Si celui-ci sera opéré sur un rythme légèrement plus élevé qu'auparavant au 2^{ème} trimestre 2022 afin de lisser l'impact de l'arrêt du programme PEPP (30 milliards d'euros d'achats net par mois contre 20 milliards d'euros auparavant), la poursuite du programme au 3^{ème} trimestre dépendra de la perspective d'inflation à moyen terme. Sauf changement important de ces perspectives, les achats nets du programme APP seront interrompus au cours du 3^{ème} trimestre 2022. Lancé fin 2014 et actif sur les titres souverains à compter de mars 2015 avec une interruption des achats nets pendant les trois premiers trimestres de 2019, ce programme s'est traduit par des achats de près de 3 200 milliards d'euros à fin mars 2022, dont plus de 80 % en titres publics.

Achats mensuels de titres par la BCE depuis 2015 (millions d'euros)



Depuis mars 2015, près de 850 milliards d'euros de dette publique française auront ainsi été achetés par la BCE dans le cadre de ces deux programmes. L'arrêt des achats nets ne signifie pour autant pas que la BCE n'interviendra plus sur les dettes souveraines. Il est en effet prévu que la BCE réinvestisse les montants de titres arrivant à échéance, au minimum jusqu'à fin 2024 pour les titres détenus dans le cadre du PEPP et aussi longtemps que nécessaire pour maintenir des conditions de liquidité favorables s'agissant des titres détenus au titre de l'APP.

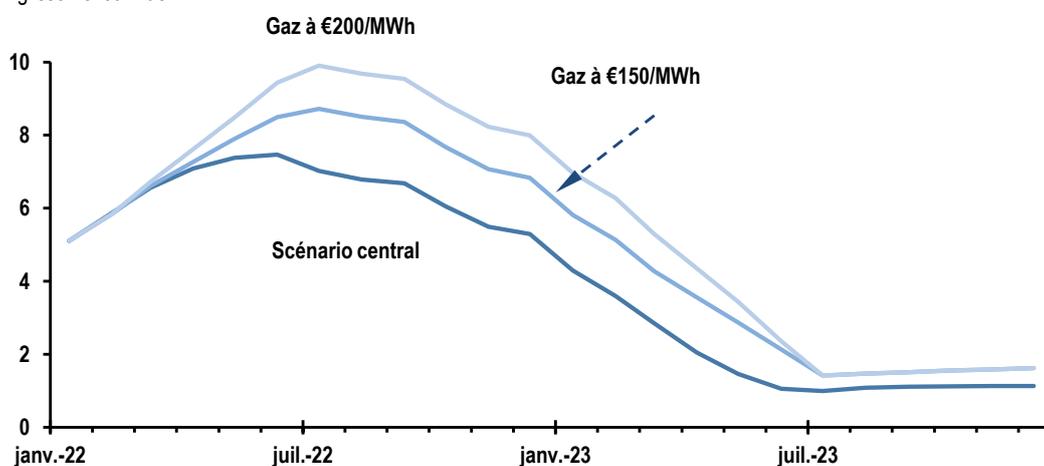
Les données de début de l'année, y compris l'enquête PMI de février, montrent que l'activité de la zone euro rebondissait fortement après la vague Omicron. Mais aujourd'hui, le conflit ukrainien frappe durement l'économie par différents canaux. La hausse des prix de l'énergie peut affecter aussi bien les consommateurs que les producteurs. Les effets directs via le commerce international, les contraintes d'approvisionnement en général et la confiance des entreprises sont également importants.

Depuis le début du conflit ukrainien, nous avons relevé nos prévisions d'inflation pour la zone euro d'environ 3 points de pourcentage à court terme, et nous nous attendons à ce que l'inflation atteigne cette année 6,4 % en glissement annuel. Parallèlement, nous avons également abaissé nos prévisions de croissance du PIB pour 2022 de 4,7 % à 3,0 % en glissement annuel. Le degré d'incertitude entourant ces prévisions est important. Notre scénario central fait l'hypothèse d'un prix du baril de Brent se situant autour de 115 \$ au deuxième trimestre 2022 et descendant progressivement vers 100 \$ au quatrième trimestre 2022, et d'une stabilisation du prix du gaz autour de 110 euros/Mwh pour le reste de l'année.

La décision de l'UE de réduire sa dépendance au gaz russe pourrait signifier que le prix du gaz s'établisse à un niveau nettement plus élevé que celui que nous prévoyons pour les mois à venir. Le graphique ci-dessous présente différents scénarios d'inflation selon les différentes hypothèses de prix du gaz.

Inflation (IPCH) en zone euro

% en glissement annuel



Source: J.P.Morgan

L'impact de la hausse du prix du gaz sur l'activité pourrait être fort. L'augmentation des prix à l'importation pourrait constituer un choc de revenu significatif (environ 2,4 % du PIB avec un prix du gaz à 150 €/MWh, par comparaison avec les prix relevés l'année dernière). De plus, nous estimons qu'une hausse de l'inflation de 1 point de pourcentage due à des chocs d'offre négatifs entraînerait une baisse du PIB de 0,5 point de pourcentage. La hausse des prix de l'énergie pourrait également décourager la production à court terme. Des signes avancés semblent indiquer que certains industriels enregistrent déjà des pertes aux niveaux de prix actuels de l'énergie.

La hausse des prix de l'énergie va probablement donner lieu à une réponse budgétaire dans la zone euro. L'ampleur de cette réponse n'est pas connue, mais les gouvernements étudient (et ont parfois déjà mis en œuvre) des dispositifs de réduction des prix de l'énergie pour les producteurs et les consommateurs (via des baisses d'impôts ou des rabais). Dans nos projections sur l'inflation, nous sommes partis de l'hypothèse que 25 % de la hausse des prix de l'énergie seraient compensés directement par des mesures gouvernementales dans la zone euro. La hausse des prix de l'énergie pourrait également être compensée par des subventions et des aides au revenu.

Le conflit ukrainien accroît l'incertitude de la BCE sur ses perspectives. En mars, celle-ci a décidé d'accélérer la fin de son programme d'achat d'actifs classique APP tout en prévoyant une poussée de l'inflation et une baisse de la croissance pour cette année. La hausse de l'inflation crée un risque de conduire à une augmentation des salaires, mais pour le moment celle-ci reste contenue. En ce qui concerne l'activité, certains indicateurs suggèrent que la zone euro est en bonne position pour résister au choc. En particulier, le taux d'épargne des ménages est élevé et le nombre de chômeurs est déjà revenu à son niveau d'avant la crise sanitaire. Nous pensons que la BCE augmentera ses taux au quatrième trimestre 2022.

NB : en ouvrant cette tribune, l'Agence France Trésor offre à des économistes l'occasion d'exposer librement leur opinion ; les propos ici exprimés n'engagent donc que les auteurs et en aucun cas l'Agence France Trésor, ni le ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance. ce bulletin mensuel de l'Agence France trésor reprend des éléments d'une étude publiée par J.P. Morgan le 17 mars 2022. J.P. Morgan n'est en aucun cas responsable de la publication de ce bulletin par l'AFT ni de la décision de l'AFT de reproduire les éléments de cette étude. Celle-ci ne constitue en aucune manière une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou d'instruments, de participation à une stratégie de négociation ou à une activité commerciale ; elle ne vise pas non plus à donner une recommandation d'investissement ou un conseil financier de la part de J.P. Morgan. Les personnes physiques ou morales ne devraient en aucun cas fonder leurs décisions sur les informations qu'elle contient. Les principales règles de diffusion des informations produites par J.P. Morgan figurent sur son site : <https://www.jpmm.com/research/disclosures>.

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

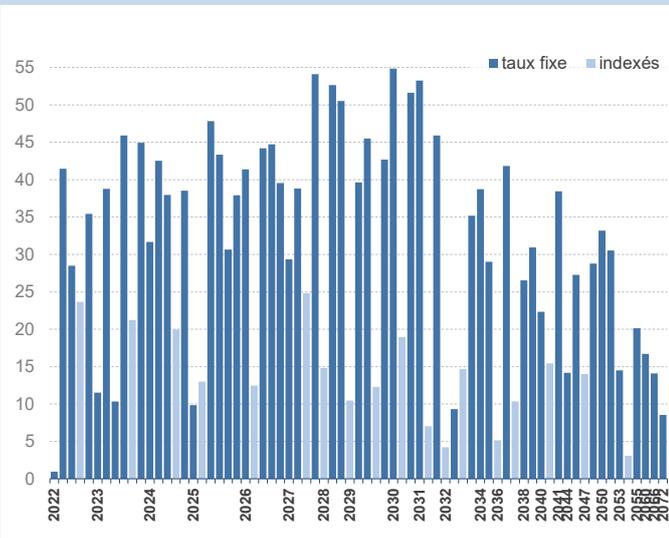
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Avril 2022	date d'adjudication	4	11	19	25	/	21	7	21
	date de règlement	6	13	21	27	/	25	11	25
Mai 2022	date d'adjudication	2	9	16	23	30	19	5	19
	date de règlement	4	11	18	25	01/06	23	9	23

décalage (jours fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 28 FEVRIER 2022

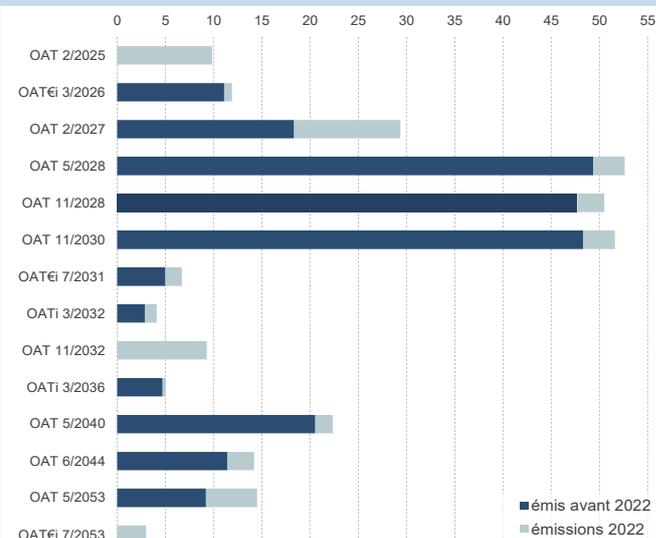
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 28 FEVRIER 2022

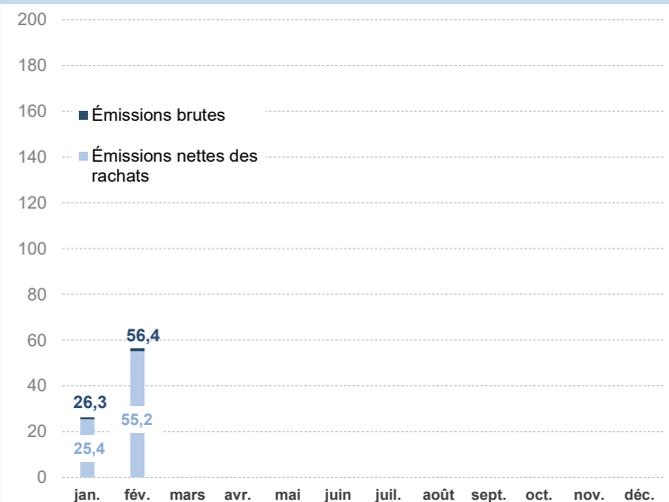
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 28 FEVRIER 2022

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 28 FEVRIER 2022

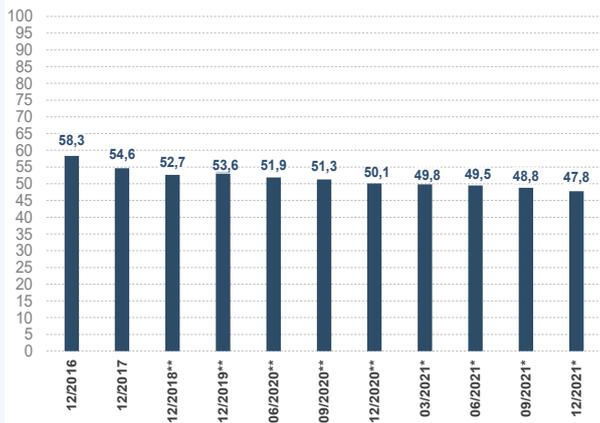
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
mars-22	0,1	
avr-22	10,5	42,4
mai-22	9,0	28,5
juin-22	0,6	
juil-22	2,6	24,0
août-22		
sept-22		
oct-22	9,1	35,4
nov-22	1,5	
déc-22		
janv-23		
févr-23		11,5

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2021

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



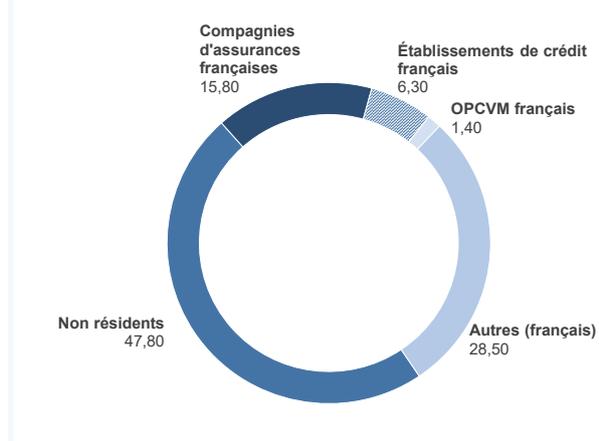
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2021

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 28 FEVRIER 2022

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	2 032 551 798 318
Encours démembré	58 644 380 500
Durée de vie moyenne	9 ans et 10 jours
Total dette à court terme	146 414 000 000
Durée de vie moyenne	115 jours
Encours total	2 178 965 798 318
Durée de vie moyenne	8 ans et 161 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2019 AU 28 FEVRIER 2022

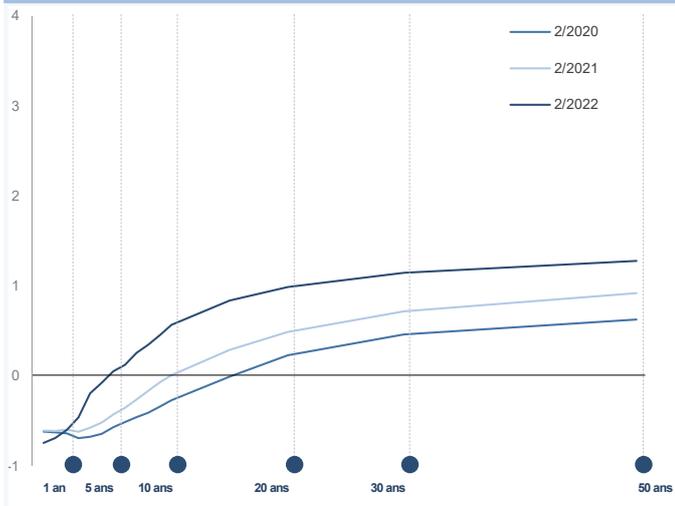
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2019	Fin 2020	Fin 2021	Fin janv 2022	Fin fév 2022
Encours de la dette négociable	1 823	2 001	2 145	2 167	2 179
<i>dont titres indexés</i>	226	220	236	240	246
Moyen et Long Terme	1 716	1 839	1 990	2 016	2 033
Court Terme	107	162	155	151	146
Durée de vie moyenne de la dette négociable	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	63 jours	73 jours	153 jours	142 jours	161 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

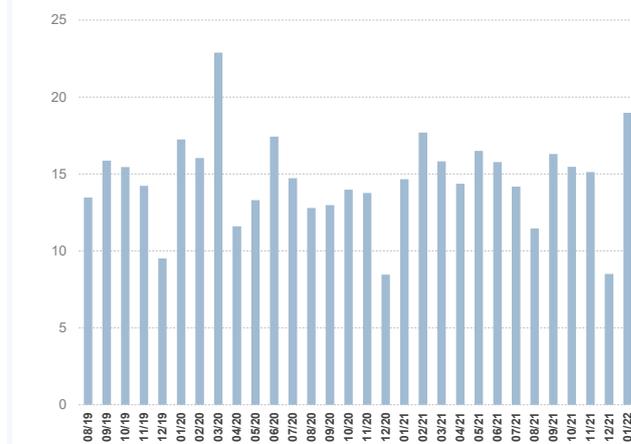
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

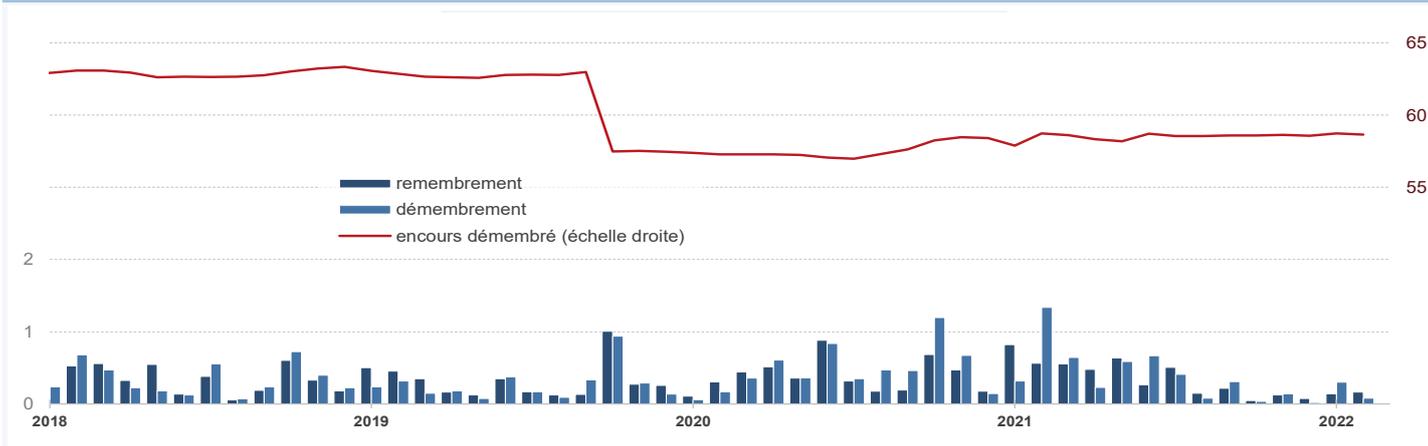
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

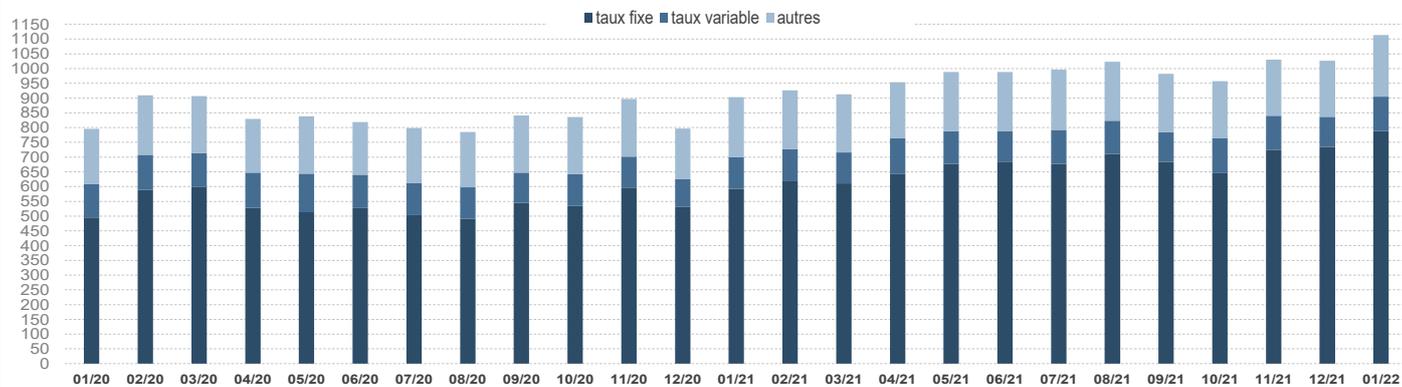
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 28 FEVRIER 2022

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126893637	BTF 2 mars 2022	5 293 000 000
FR0126893595	BTF 9 mars 2022	8 201 000 000
FR0126893645	BTF 16 mars 2022	4 845 000 000
FR0126461849	BTF 23 mars 2022	8 522 000 000
FR0126893660	BTF 6 avril 2022	8 215 000 000
FR0127034603	BTF 13 avril 2022	5 510 000 000
FR0126750787	BTF 21 avril 2022	8 328 000 000
FR0127034611	BTF 27 avril 2022	5 510 000 000
FR0126893678	BTF 4 mai 2022	5 786 000 000
FR0127034629	BTF 11 mai 2022	6 492 000 000
FR0126750795	BTF 18 mai 2022	9 057 000 000
FR0127034637	BTF 25 mai 2022	2 698 000 000
FR0126893686	BTF 1 juin 2022	3 335 000 000
FR0126750803	BTF 15 juin 2022	6 988 000 000
FR0127034660	BTF 29 juin 2022	6 260 000 000
FR0126893561	BTF 13 juillet 2022	6 455 000 000
FR0127034678	BTF 27 juillet 2022	3 569 000 000
FR0126893579	BTF 10 août 2022	6 390 000 000
FR0126893587	BTF 7 septembre 2022	7 122 000 000
FR0126893694	BTF 5 octobre 2022	6 551 000 000
FR0126893702	BTF 2 novembre 2022	6 031 000 000
FR0126893710	BTF 30 novembre 2022	2 251 000 000
FR0127034694	BTF 4 janvier 2023	7 040 000 000
FR0127034702	BTF 25 janvier 2023	5 965 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2022 - 2025) AU 28 FEVRIER 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2022		129 994 546 780				
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	960 939 990			0	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	41 478 000 000			119 509 300	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	28 502 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	23 633 606 790 (1)	1,19043	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	35 420 000 000			0	
Échéance 2023		172 652 966 143				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	11 519 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	38 778 500 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 328 695 903			5 312 365 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	45 891 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	21 217 770 240 (1)	1,17563	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			451 985 000	
Échéance 2024		170 668 922 010				
FR0014001N46	OAT 0,00 % 25 février 2024	31 676 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	42 533 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	37 948 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	19 975 922 010 (1)	1,11479	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x
Échéance 2025		182 561 766 158				
FR0014007TY9	OAT 0,00 % 25 février 2025	9 834 000 000			0	x
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	13 006 838 040 (1)	1,07158	12 138 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	47 814 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	43 331 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 813 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	37 922 000 000			0	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2026 ET PLUS) AU 28 FEVRIER 2022

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2026		182 313 972 000				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	41 396 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10 % 1 mars 2026	12 445 972 000 (1)	1,04588	11 900 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	44 743 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	39 527 000 000			0	x
Échéance 2027		147 081 430 800				
FR0014003513	OAT 0,00 % 25 février 2027	29 345 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	38 814 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	24 823 430 800 (1)	1,17313	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	54 099 000 000			61 743 600	
Échéance 2028		117 977 988 057				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	14 814 590 400 (1)	1,06980	13 848 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	31 397 657 (2)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	52 627 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	50 505 000 000			0	x
Échéance 2029		150 573 403 490				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	10 453 409 340 (1)	1,05622	9 897 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	39 618 880 458			2 290 946 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	45 491 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	12 310 113 692 (1)	1,34022	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	42 700 000 000			0	x
Échéance 2030		125 424 299 040				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	54 855 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	18 963 299 040 (1)	1,10047	17 232 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00 % 25 novembre 2030	51 606 000 000			0	x
Échéance 2031		106 204 295 000				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	53 267 000 000			58 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2031	7 041 295 000 (1)	1,04750	6 722 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00 % 25 novembre 2031	45 896 000 000			0	x
Échéance 2032		63 388 996 570				
FR0014003N51	OATi 0,10 % 1 mars 2032	4 216 525 170 (1)	1,02817	4 101 000 000	0	x
FR0014007L00	OAT 0,00 % 25 mai 2032	9 305 000 000			0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	14 675 148 800 (1)	1,35680	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	35 192 322 600			10 590 157 400	
Échéances 2033 et plus		483 709 212 270				
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	38 746 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			3 273 937 000	
FR0013524014	OATi 0,10 % 1 mars 2036	5 146 604 400 (1)	1,02522	5 020 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	41 823 000 000			100 000	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	10 332 904 740 (1)	1,07938	9 573 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 652 641 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	30 941 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50 % 25 mai 2040	22 332 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	15 433 872 400 (1)	1,25683	12 280 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	38 446 000 000			5 463 999 000	
FR0014002JM6	OAT 0,50 % 25 juin 2044	14 186 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	27 260 000 000			677 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	14 018 360 730 (1)	1,09527	12 799 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	28 759 000 000			620 300 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	33 195 000 000			196 900 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	30 529 000 000			678 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75 % 25 mai 2053	14 511 000 000			167 000 000	x
FR0014008181	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2053	3 085 470 000 (1)	1,02849	3 000 000 000	0	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	20 118 000 000			11 096 318 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	16 696 000 000			8 786 004 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	14 075 000 000			1 199 700 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50 % 25 mai 2072	8 537 000 000			91 200 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-0,7 %	01/2022
Consommation des ménages*, glissement annuel	-2,1 %	02/2022
Taux de chômage (BIT)	7,4 %	T4-2021
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	3,6 %	02/2022
• ensemble hors tabac	3,7 %	02/2022
Solde commercial, fab-fab, cvs	-8,0 Md€	01/2022
" "	-11,4 Md€	12/2021
Solde des transactions courantes, cvs	-1,8 Md€	01/2022
" "	-7,0 Md€	12/2021
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	1,02 %	31/3/2022
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,46 %	31/3/2022
Euro / dollar	1,11	31/3/2022
Euro / yen	135,47	31/3/2022

* produits manufacturés
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

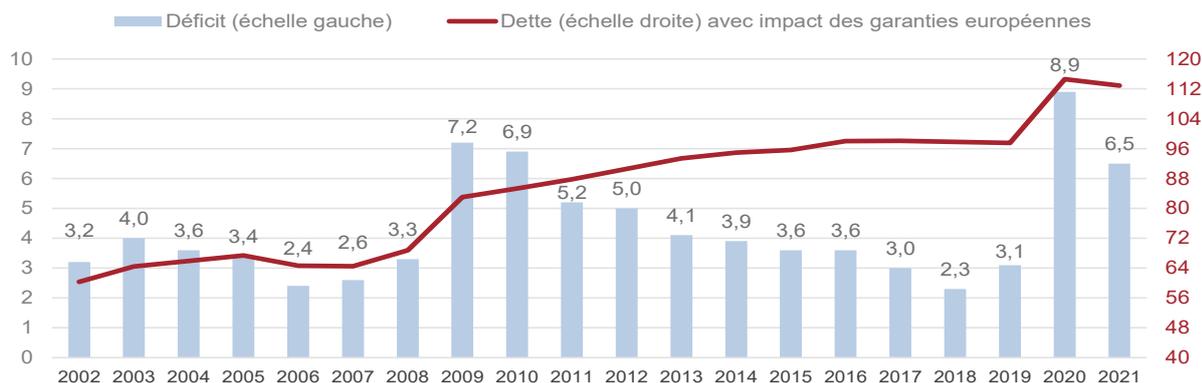
EN MILLIARDS D'EUROS

	2020	2021	niveau à la fin janvier		
			2020	2021	2022
Solde du budget général	-172,68	-171,52	-14,15	-15,47	-11,89
Recettes	282,69	324,95	21,06	22,46	23,53
Dépenses	455,37	496,47	35,21	37,93	35,42
Solde des comptes spéciaux du Trésor	-5,42	0,79	-5,82	-6,39	-4,04
Solde général d'exécution	-178,07	-170,73	-19,97	-21,86	-15,93

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

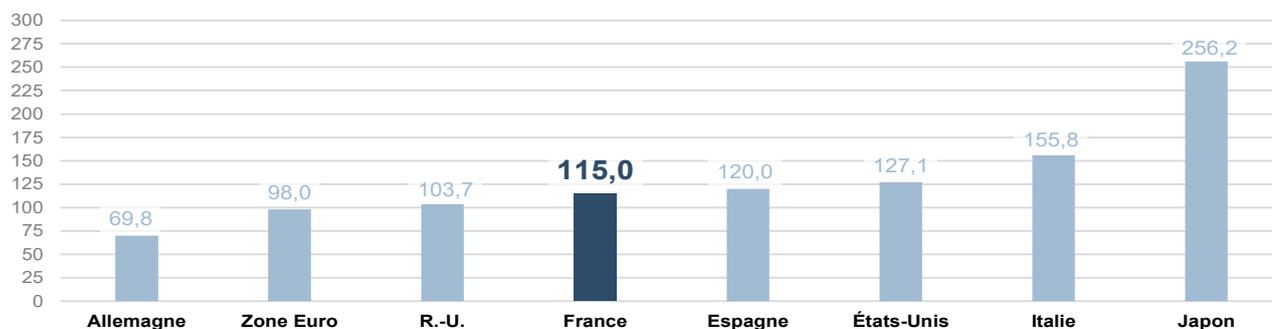
EN % DU PIB



Source : Insee (estimations préliminaires)

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2020*

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee (*les données 2021 harmonisées par la commission européenne seront publiées fin mai 2022)

AVRIL 2022 

1 Inflation (IPCH) : indice provisoire de mars	5 Indice de la production industrielle en février	12 Balance des paiements en février	15 Réserves nettes de change en mars	21 Inflation (IPCH) : indice de mars	21 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en avril
27 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en avril	29 Comptes nationaux trimestriels - première estimation	29 Dépenses de consommation des ménages en biens en avril	29 Indice des prix à la consommation en avril	29 Indice de prix de production et d'importation de l'industrie en mars	

MAI 2022 

5 Indice de la production industrielle en février	6 Emploi salarié - résultats provisoires au premier trimestre	9 Balance des paiements en mars	13 Commerce extérieur en mars	13 Indice des prix à la consommation (définitifs) en avril	13 Réserves nettes de change en avril
17 Taux de chômage au sens du BIT au premier trimestre	18 Inflation (IPCH) : indice d'avril	24 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en mai	25 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en mai	31 Comptes nationaux trimestriels – résultats définitifs au premier trimestre	31 Dépenses de consommation des ménages en biens en avril
31 Indice des prix à la consommation (provisoire) en mai	31 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en avril	31 Inflation (IPCH) : indice provisoire de mai			

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> •  

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».